

Le point sur la situation en Tunisie

Répondant aux exigences des manifestants, les derniers ministres restants de l'ancien régime ont démissionné, alors que l'opinion publique commence à se lasser de plus en plus des manifestations sans fin.

Deux autres ministres ont quitté le gouvernement tunisien, lundi 28 février, un jour seulement après le départ du Premier ministre Mohamed Ghannouchi. Mohamed Nouri Jouini, ministre du Développement et de la Coopération internationale, et Afif Chelbi, ministre de l'Énergie, étaient les deux derniers membres du gouvernement provisoire qui avaient servi sous l'ancien régime.

"Je ne suis pas prêt à être celui qui prend des décisions qui finiront par entraîner des dommages", avait déclaré Ghannouchi, se référant aux affrontements de vendredi à Tunis qui ont coûté la vie à trois personnes. Ghannouchi a ajouté que sa décision n'était "pas une fuite" devant ses responsabilités, et a accusé "des forces inconnues de chercher à provoquer l'échec de l'expérience tunisienne depuis la révolution du 14 janvier".

Le Président par intérim Foued Mebazaa a nommé dimanche Beji Caid Essebsi au poste de Premier ministre. Mebazaa a souligné le patriotisme et la dévotion de cet homme, qui avait occupé les fonctions de ministre des Affaires étrangères sous la présidence d'Habib Bourguiba.

Le Président par intérim envisage de s'adresser cette semaine au peuple tunisien pour présenter son plan de travail pour la prochaine étape.

Après une brève vague de jubilation à cette annonce, les manifestants ont poursuivi leur sit-in dans la casbah, appelant à la dissolution du gouvernement et s'engageant à poursuivre leur action jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites.

"Nous allons maintenant entrer dans une nouvelle ère, une nouvelle manière de traiter les événements qui prend en compte les exigences de la révolution", a déclaré le secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) Mustafa Ben Jaafar lors d'une conférence de presse.

Il a indiqué que la démission de Ghannouchi était "attendue bien plus tôt", la qualifiant de "mesure nécessaire pour mettre un terme à la période ambiguë associée à son gouvernement". Le gouvernement de transition "n'a pas réussi à faire passer le message clair qu'il n'avait plus rien à voir avec l'ancien régime",

selon Ben Jaafar.

"Il n'existe aucune crainte de vide politique consécutif à la démission de Ghannouchi", a-t-il déclaré, mettant en garde contre le fait que "le réel vide est celui qui menacera le pays après le 15 mars", la date prévue pour les élections présidentielles.

Pour sa part, Mokhtar Trifi, secrétaire de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme, a affirmé que le départ de Ghannouchi "était le résultat inévitable des tensions, de l'insécurité et de l'agitation politique dans le pays" et qu'il "ouvrira une nouvelle ère, durant laquelle le pays pourra mettre en place un programme général visant à se doter d'une nouvelle constitution pour la Tunisie et à accélérer les changements politiques".

La réforme politique et le développement sont les deux principales préoccupations du secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns, qui s'est rendu en Tunisie jeudi dernier.

"La Tunisie a aujourd'hui l'occasion d'être un exemple de transition politique et de développement économique", a-t-il déclaré, soulignant l'importance de "l'évènement historique qui a fait de la Tunisie le berceau d'une révolution qui a commencé à se propager dans le reste du monde arabe".

Mais l'opinion publique tunisienne reste partagée. Plus de 2 000 manifestants se sont rassemblés dimanche soir devant la résidence du Premier ministre sortant,

portant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "Merci de ce que vous avez fait !", "Non à la démission" et "La Tunisie a besoin de vous, Ghannouchi".

"Nous avons laissé les personnes opposées au gouvernement de Ghannouchi dire ce qu'elles avaient à dire, c'est maintenant à notre tour de nous exprimer", explique Leila Jouini, une manifestante, à Magharebia. "Tous les Tunisiens ne sont pas d'accord avec ce que souhaitent les manifestants de la casbah".

Certains commencent en effet à montrer des signes de lassitude face aux manifestations incessantes dans le pays.

Ces manifestations ont "affecté l'économie, entraîné la fermeture de nombreuses entreprises, dont les dirigeants ont refusé des négociations abusives et ont choisi de délocaliser leurs investissements vers des pays plus stables et plus sûrs, comme le Maroc", déclare Hayet Ghanmi, journaliste à Essarih, à Magharebia.

Les manifestations ne résolvent pas le problème du chômage, entraînent "le chaos et les brutalités" et retardent "le travail du gouvernement, et la mise en oeuvre de mesures efficaces", selon Ghanmi.

"Les manifestations incessantes et le chaos pourraient constituer une menace pour la Tunisie", conclut Jouini.

Par Houda Trabelsi pour Magharebia